



## **Les initiatives en matière d'eau, au niveau européen, de la part des mouvements pour l'eau bien commun**

### Rapport sur la rencontre de Gênes du 21 juillet 2011

#### **“L'Acqua Bene Comune: riflessioni e proposte in Europa”**

Participants : environ une quarantaine de personnes venant en grande majorité de l'Italie. En dehors de l'Italie, étaient présents un représentant belge du secrétariat européen de l'EPSU et un syndicaliste portugais (pour le syndicat portugais de la fonction publique), deux représentants français de FAME Marseille et de FAME France, un représentant du parti allemand Die Linke, plus moi-même en tant que représentant de l'IERPE et de la plate-forme ICE-Eau.

Les interventions ont porté surtout sur deux thèmes :

- a) les propositions en cours d'élaboration/lancement visant à utiliser l'instrument ICE (Initiative Citoyenne Européenne) dans le domaine de l'eau.

Il s'agit en particulier de **(1)** *l'initiative prise par le syndicat européen EPSU (European Public Services Union) avec l'objectif de faire reconnaître au plan de l'UE le droit à l'eau et la gestion publique de l'eau, et (2) de l'initiative avancée par l'IERPE et devenue entre-temps une initiative d'une plate-forme européenne en formation (ICE-Eau) visant à la modification de la Directive Cadre Européenne sur l'eau de 2000 sur trois points spécifiques.*

- b) L'état de la mobilisation « européenne » pour l'eau publique et bien commun dans le cadre et en vue du FAME à Marseille

Le FAME (Forum Alternatif Mondial de l'Eau) de Marseille, alternatif au Forum Mondial de l'Eau des groupes dominants, constitue un événement majeur dans la lutte qui oppose les mouvements de l'eau du monde, en particulier de l'Europe, aux



stratégies des grands groupes industriels et financiers privés dont la montée en puissance et en influence ne s'est pas affaiblie ces dernières années, malgré certains retournements significatifs locaux (Italie, France, Allemagne, Asie...).

Une question était à l'esprit de tous les participants : quel pourrait être le parcours à faire pour « agréger » tous les sujets aujourd'hui actifs en Europe – notamment après les grands acquis de la victoire référendaire italienne, le retour en régie des Eaux de Paris et les évènements de Berlin et les batailles en cours – vers l'objectif d'un réseau/mouvement européen pour l'eau publique? La prédominance numérique des participants italiens n'a évidemment pas permis de répondre à cette question dans une perspective européenne, mais la réunion a permis d'avancer concernant les deux points explicitement mis à l'ordre du jour.

Concernant les propositions en cours d'élaboration/lancement visant à utiliser l'instrument ICE (Initiative Citoyenne Européenne) dans le domaine de l'eau.

Tout le monde a insisté sur l'opportunité et l'urgence de synergiser les deux initiatives au-delà des différences actuelles : l'une vise à un acte de proclamation de certains principes politiques de base en matière d'eau (droit humain, re-publicisation de la gestion des services publics, gestion participée) ; l'autre vise à produire un acte juridique proprement dit, portant sur la modification de trois passages/articles de la Directive Cadre Européenne sur l'eau (préambule où l'eau est traitée comme marchandise, modification de l'art. 9 relatif au principe de la récupération des coûts totaux y compris le profit, modification de l'art. 14 pour une réelle participation des citoyens aux décisions en matière d'eau). En outre, la première initiative a été initiée et sera principalement animée par un syndicat européen et fait appel aux mouvements engagés dans l'eau ; la deuxième initiative est proposée et en phase de définition détaillée par une série de mouvements /ONG actifs non seulement dans le domaine de l'eau et venant aussi d'univers fort différentes (mouvements de lutte pour les droits humains, pour la justice sociale, pour une autre finance, mouvements paysans et agricoles, pour la démocratie, pour l'intégration politique européenne, du monde de l'éducation, des différentes confessions religieuses...). Ceci n'empêche qu'il a été convenu de multiplier dans les semaines qui viennent les contacts dans le but de proposer aux citoyens européens une seule ICE sur l'eau à plusieurs entrants. Une première rencontre entre les représentants des deux initiatives aura lieu, en principe, à Bruxelles le 15 septembre.



### Concernant la mobilisation « européenne » pour l'eau publique et bien commun dans le cadre et en vue du FAME à Marseille

A cet égard, il a été surtout question des préparatifs de FAME et de profiter de Marseille pour « relancer » la mobilisation européenne pour l'eau. Le contexte européen actuel se prête de manière particulière, non seulement, en raison des faits positifs enregistrés dans le secteur de l'eau – déjà cités –, mais aussi, par le fait que les réponses néolibérales données par les pouvoirs dominants à la nouvelle crise économique et financière axées, qui plus est, sur la réduction drastique des dépenses publiques (sociales), et sur la privatisation de tous les services publics locaux, qui alimente des insurrections sociales fortes comme celles en Espagne, en Grèce, au Portugal, en Grande Bretagne... La mobilisation citoyenne pour un changement de cap est destinée à se renforcer. La bataille pour l'eau peut y contribuer efficacement. Il a été confirmé que Marseille représente un rendez-vous fondamental à l'occasion duquel il est indispensable de faire naître une plate-forme politique européenne alternative nouvelle capable de s'opposer aux choix officiels actuels en promouvant la coopération et la coordination entre les différentes batailles, à l'occasion aussi de grands rendez-vous mondiaux (Rio+20, G20 de Nice...). On a aussi fait noter que l'année 2012 va être « l'année européenne de l'eau », marquée par la présentation du « *Blueprint for Europe's Water* » de la Commission européenne, dont on connaît déjà les grandes orientations de base. Elles sont de marque néolibérale marchande, productiviste et financière. Au fait, il a été reconnu que la question des biens communs à partir de l'eau ouvre une véritable voie à l'alternative, à moyen et à long terme, à l'inacceptable économie capitaliste financière et marchande mondialisée qui est à l'origine des crises qui sont en train de bouleverser la survie de la vie sur la Terre et le vivre ensemble au plan local/des villes et au plan mondial.

Riccardo Petrella (IERPE et ICE-Eau)

16 août 2011